

» reur serviront à indemniser des dégâts  
 » inséparables de la marche d'une armée,  
 » et à payer les vivres que vous nous au-  
 » rez fournis. »

IX. *Affaires du Tyrol.* — Immédiatement après la bataille de Tagliamento, le général français expédia l'ordre au général Joubert d'attaquer l'armée qui lui était opposée, de s'emparer de tout le Tyrol italien, d'exécuter hardiment la marche qu'il lui avait prescrite, et de pénétrer en Carinthie par le Pus-therthal.

Le général Joubert entra en opération le vingt-huit mars, passa le Lavisio, battit l'ennemi, *lui fit plusieurs milliers de prisonniers, passa l'Adige, le battit à Tramin, s'empara de Bolzano, livra un nouveau combat à Clausen, força les gorges d'Inspruch le vingt-huit, rejeta les troupes autrichiennes au-delà du Brenner,* et se dirigea sur la Carinthie, après avoir fait éprouver beaucoup de pertes à l'ennemi, et lui avoir pris sept à huit mille hommes. Le général Joubert montra du talent, de la constance et de l'activité dans la direction de cette opération difficile. *Les généraux Delmas, Baraguey-d'Hilliers et Dumas se distinguèrent. Les*

*troupes montrèrent la plus grande intrépidité.*

X. *Résumé.* — Ainsi, en dix-sept jours, les deux armées du prince Charles avaient été défaites. L'ennemi, rejeté au-delà du Brenner, avait évacué le Tyrol, après avoir fait des pertes très-considérables. L'Autriche avait perdu Palma - Nova, place très-forte, et Trieste et Fiume, seuls ports de la monarchie autrichienne; la province de Goritz, l'Istrie, la Carniole, la Carinthie étaient conquises; la Save, la Drave, les Alpes noriques étaient passées. L'armée n'était plus qu'à soixante lieues de Vienne. Elle était fondée à espérer d'y arriver avant la fin de mai.

L'armée autrichienne, démoralisée et ruinée, ne pouvait plus lutter contre l'armée française, qui n'avait éprouvé aucune perte sensible, et chez qui le moral et le sentiment de la supériorité étaient à un degré inexprimable.

---

#### AFFAIRES DE VENISE.

---

I. *Description de Venise.* — La république de Venise, au moment de la

révolution française, était l'État le plus considérable de l'Italie. La population du royaume de Naples lui était supérieure ; mais Venise l'emportait de beaucoup par la force de son gouvernement et les avantages de sa topographie. Le gouvernement siégeait dans une ville forte, inattaquable par terre et par mer. *Indépendamment de son armée de terre, il avait une escadre qui domina l'Adriatique, et le faisait respecter de tout le Levant. Cette ville fut fondée au cinquième siècle par des habitans du Frioul et du Padouan qui se réfugièrent dans les Lagunes, pour se mettre à l'abri de l'oppression des barbares. Leurs descendans se maintinrent toujours indépendans des dominateurs de l'Italie.*

Cette belle péninsule, en proie aux révolutions, a changé souvent de maîtres. Venise seule, toujours indépendante et libre, n'a jamais reconnu de pouvoir étranger.

Venise est la ville et le port de commerce le mieux situé de toute l'Italie. Toutes les marchandises de Constantinople et du Levant y arrivent directement par le chemin le plus court, par l'Adriatique ; de là, elles se répandent

jusqu'à Turin par le Pô, et dans toute l'Allemagne en remontant l'Adige, jusqu'auprès de Botzen, où elles trouvent des chaussées sur Augsbourg et Nuremberg. Venise est située près l'embouchure du Pô et de l'Adige. Elle est le port de ces deux rivières. D'un autre côté elle communique par des canaux avec Bologne, de sorte que toutes les productions de la grande plaine d'Italie s'écoulent par Venise : cette ville est le port de mer le plus près d'Augsbourg et de Munich.

La nature a fait Venise l'entrepôt d'échange du Levant, de l'Italie et de l'Allemagne méridionale. Avant la découverte du Cap de Bonne-Espérance, cette ville faisait le commerce des Indes par Alexandrie et la mer Rouge. Aussi s'opposa-t-elle vivement aux opérations des Portugais. Elle équipa une flotte considérable dans la mer Rouge : elle établit un arsenal, des aiguades, des magasins près de Suez. On en voit encore des débris aux fontaines de Moïse. Les Portugais battirent ces flottes construites à grands frais, et les Vénitiens, vaincus, durent renoncer à les arrêter

dans leurs succès de découvertes et de commerce.

Les Lagunes, qui sont formées par les eaux de la Piave et de la Brenta, communiquent avec la mer par trois passages.

La souveraineté de Venise résidait dans l'aristocratie de quelques centaines de familles inscrites dans le livre d'or. Leurs sujets se composaient d'une population de trois à quatre millions d'individus répandus autour de Venise dans les pays les plus riches et les plus fertiles du monde ; *savoir* : le Bergamasque, le Bressian, le Vicentin, le Véronnais, le Padouan, la Polésine, le Trévisan, le Bassanais, le Cadorin, le Bellunais et le Frioul, dans la terre-ferme d'Italie ; l'Istrie et la Dalmatie, sur les rives de la mer Adriatique, et les îles Ioniennes, répandues à son entrée. Ces provinces de terre-ferme s'appuient au nord sur la crête supérieure des Alpes Juliennes et des Alpes du Tyrol, depuis la source de l'Adda jusqu'à celle de l'Isonzo. Cette chaîne de montagnes, presque partout impraticables, les sépare de l'Allemagne, avec laquelle elles n'ont de communi-

cation que par les trois chaussées qui longent l'Adige, le Tagliamento, et l'Isonzo. Les Vallées de l'Adige, de la Brenta, de la Piave, du Tagliamento, de l'Isonzo, appartenaient dans leur entier à cette république. Sa marine consistait dans une douzaine de vaisseaux, autant de frégates et petits bâtimens qui suffisaient pour se faire respecter des Barbaresques, dominer l'Adriatique et défendre ses Lagunes. Venise pouvait mettre cinquante mille hommes sur pied, composés de régimens italiens recrutés dans la terre-ferme, ou d'Esclavons, peuple brave *et de tout temps* dévoué à la république ; elle pouvait lever *de ceux-ci* jusqu'à dix à quinze mille hommes à pied, et quatre à cinq mille à cheval ; leurs chevaux *sont* petits, mais d'un bon service. Ces Esclavons étaient les troupes de confiance du Sénat : ils avaient le très-grand avantage d'être étrangers à la langue et aux mœurs de la *terre-ferme*.

La ville de Venise était fort riche, et quoique son commerce fût déchu, cependant il se maintenait encore. Les seules familles du livre d'or avaient part à l'administration, elles remplissaient le

Sénat, les Conseils, les Quarancies et autres magistratures; ce qui *excluait les nobles* de la terre-ferme. Ceux-ci comp- taient parmi eux un grand nombre de familles riches, illustres et puissantes, qui, sujettes et privées de tout pouvoir, demeuraient sans considération, et ja- lousaient beaucoup la noblesse souve- raine de Venise.

Ces nobles de terre-ferme descen- daient en partie des anciens Condottieri, des anciens Podestats, ou autres per- sonnes qui jadis avaient joué un grand rôle dans les républiques de leurs villes, et dont les ancêtres, après s'être oppo- sés long-temps aux entreprises de Ve- nise, avaient été victimes de la politique de cette république. Ainsi, à la jalousie et à la haine que leur inspirait la nature du gouvernement, se joignaient encore les ressentimens historiques soigneuse- ment perpétués. Ces provinces de terre- ferme étaient généralement mécontentes et fort peu attachées à leur gouverne- ment. *La plus grande partie* du peuple faisait cause commune avec la noblesse de terre-ferme; *une portion cependant* s'at- tachait aux nobles Vénitiens qui avaient des propriétés et des établissemens dans

presque toutes les provinces. Les prêtres étaient sans crédit et sans considération dans la république, qui de très-bonne heures s'était affranchie de toute influence de la part du Pape.

Le chef de la maison d'Autriche, qui possédait Milan et Mantoue en Italie, et une portion de l'Istrie, sur l'Adriatique, avait beaucoup d'intérêts mêlés avec Venise; et celle-ci, qui avait à le redouter constamment, s'était toujours maintenue contre lui, par l'équilibre de l'Europe, et spécialement par la protection de la France.

Pour aller du Tyrol à Mantoue par la Lombardie, il faut traverser le terri- toire vénitien depuis Rivoli jusqu'à Man- toue, ce qui forme environ deux jours de marche. Des traités y assuraient à l'Autriche une route militaire; mais les troupes devaient la traverser désar- mées et par petits détachemens. Aucune autre route militaire n'était accordée au travers du pays, depuis l'Adige jusqu'à l'Isonzo. Dans les guerres précédentes en Italie, l'Autriche était obligée de faire les communications de son armée par mer, de Trieste au Pô, les convois ne pouvant traverser le Frioul et les États

de terre-ferme, hormis la route de Rivoli à Mantoue. C'est ce qui donna lieu à la croisière du chevalier de Forbin, sous Louis XIV, qui interceptait les communications, par mer, de Trieste au Pô.

Lorsque la première coalition se forma contre la France, les puissances engagèrent cette république d'y prendre part. Il ne paraît pas qu'il s'élevât à ce sujet des discussions sérieuses dans le conseil; tous y furent du même avis. Ils étaient tellement éloignés du théâtre, qu'ils se regardèrent comme étrangers à ces affaires, et voulurent demeurer neutres. Lorsque le comte de Lille choisit Vérone pour son séjour, Venise ne l'accorda qu'avec l'assentiment du Comité de Salut-Public, qui préférerait savoir le prétendant à Vérone qu'en tout autre lieu.

Quand les troupes françaises marchèrent, en 1794, vers Oneille, et que leur camp s'établit à Savone, on crut l'Italie menacée d'invasion, et plusieurs puissances se réunirent en congrès à Milan. Venise refusa d'y paraître, non qu'elle ne condamnât les principes français, mais elle redoutait de se livrer à la

merci de l'Autriche. Le danger d'ailleurs lui paraissait très-éloigné.

II. *Opinion dans le Sénat : la première est celle des amis de l'Autriche, la deuxième, des vieux sénateurs, la troisième, des amis de la France.* — Mais quand Napoléon parvint à Milan, et que Beaulieu se réfugia épouventé derrière le Mincio, qu'il entra dans Pescaire, et y assit sa droite, dans l'espoir de défendre le Mincio, alors l'incertitude et les alarmes furent grandes dans la république; l'espace immense qui avait séparé jusque-là la lutte de la démocratie et de l'aristocratie était franchi. La guerre des principes et celle des canons se trouvaient au sein de l'Etat. De vives et orageuses discussions agitèrent le Sénat, qui se partagea entre trois opinions. Pezzaro et les plus jeunes sénateurs, *partisans de l'Autriche, voulaient que l'on se déclarât contre la France.* Ils voulaient la neutralité, mais la neutralité armée. Ils voulaient qu'on jetât de fortes garnisons dans Pescaire, Brescia, Bergame, dans Porto-Legnano et Vérone; qu'on déclarât ces places, places de guerre. Ils voulaient qu'on levât cinquante mille hommes, qu'on armât

avec activité les Lagunes, qu'on y plaçât des chaloupes-canonnières, qu'on équipât une escadre pour tenir l'Adriatique, et que, dans cette attitude formidable, on déclarât la guerre au premier qui violerait *désormais* le territoire. Ceux de cette opinion disaient, que si la dernière heure était arrivée, il valait mieux périr les armes à la main, que d'expirer honteusement; qu'en défendant le territoire, on empêcherait les idées françaises de s'inoculer dans les principales villes, qu'on obtiendrait des deux partis ennemis d'autant plus de ménagement qu'on se serait mis plus en mesure d'en exiger; que si, au contraire, on ouvrait paisiblement les portes, et qu'on laissât entrer les Français dans les grandes villes de terre-ferme, alors la guerre des deux grandes puissances s'établissait sur le territoire de la république, et, dès ce moment, la souveraineté lui échappait: que le premier devoir du prince est de protéger ses sujets; or, le seront-ils, pourront-ils l'être, si l'on laissait établir le théâtre de la guerre sur leur territoire? les campagnes seront ravagées, les villes brûlées successivement par les deux armées. Alors les peuples malheureux per-

dront toute estime et tout respect pour l'autorité qui les abandonne. Les germes de mécontentement et de jalousie qui existent déjà fermenteront avec violence; la république expirera sans mériter même les regrets de l'histoire.

L'opinion à laquelle se ralliaient tous les vieux sénateurs, *était de ne prendre aucun parti décisif. Ils avouaient* que tous les dangers étaient vrais, qu'on avait à craindre tout à la fois, et l'ambition de l'Autriche, et les principes de la France; mais que ces maux étaient heureusement passagers. Qu'avec du ménagement et de la patience, on éviterait les inconvéniens qu'on craignait. Que les Français étaient d'un naturel conciliant, facile à caresser; qu'avec de bons procédés et des gouverneurs habiles, tenant un grand état de maison, ayant quelques fonds à leur disposition pour les dépenses secrètes, on s'emparerait de l'esprit de leurs chefs, on se concilierait leur opinion. *Que déclarer désormais une neutralité armée, c'était déclarer la guerre à la France.* Qu'on ne pouvait leur fermer des portes qui avaient été ouvertes à leurs ennemis, sans lui donner un juste sujet de guerre. Or, pouvait-on songer

sérieusement à leur résister avec quelques milliers d'Esclavons ! La république ne devait pas compter sur le Brescian, ni sur le Bergamasque, qui s'insurgeraient tout d'abord, et que, si l'on venait à combattre, les Français trouveraient aussitôt dans leurs partisans de la terre-ferme, un équivalent aux levées qu'on pourrait faire venir contre eux de la Dalmatie. Que les maux étaient grands sans doute, la crise dangereuse ; mais qu'on n'était pourtant pas au point où le peignaient les têtes exaltées. La république avait traversé bien d'autres orages, il fallait gagner du temps : c'était avec ce sage principe que leurs ancêtres s'étaient maintenus. Heureusement la Providence avait fixé leur capitale dans *une ville imprenable. Tous les efforts de la république ne devaient avoir pour but que de renforcer cette capitale, en opposant à tout le reste la patience, la modération et le temps.*

Une troisième opinion se manifesta dans le Sénat ; on l'attribua au providéteur Bataglia. La république, dit-il, est vraiment en danger de son existence. D'un côté, les principes français subversifs de notre constitution ; de l'autre,

l'Autriche, qui en veut à notre indépendance. Entre ces deux maux inévitables, sachons choisir le moindre. Le pire, à mes yeux, est l'esclavage de l'Autriche. Augmentons le livre d'or, inscrivons-y ceux de la noblesse de terre-ferme qui le méritent ; dès ce moment, plus de divisions, plus d'opposition parmi nous. Armons nos places, équipons nos flottes, levons cinquante mille hommes, et courons au-devant du général français lui offrir une alliance offensive et défensive. Nous serons peut-être, par là, conduits à quelques changemens dans notre constitution ; mais nous sauverons notre indépendance et notre liberté. Est-ce donc la première fois qu'on augmente le livre d'or ? On a parlé d'une neutralité armée contre les deux partis. Il y a deux ans, au commencement de l'orage, ce parti eût été meilleur. Il était juste, parce qu'il était égal pour les deux parties belligérantes ; il eût été possible, parce qu'on eût eu le temps de s'y préparer. Si vous le proclamiez aujourd'hui, ce serait déclarer la guerre à la France. *Vous ne pouvez pas interdire aux Français ce que vous avez permis ou toléré de la part des Autrichiens. Peut-on vous*

*proposer de vous mettre en guerre contre l'armée française, laquelle est victorieuse, lorsqu'elle sera dans huit jours à vos portes, lorsque encore vous n'avez aucun traité avec l'Autriche? et en eussiez-vous, celle-ci ne peut vous être d'aucun secours avant deux mois; or, que deviendrait la république, dans deux mois, contre un ennemi aussi entreprenant et aussi actif? Le second parti qu'on nous propose, celui de la patience et du temps, est aussi mauvais que le premier. Les circonstances politiques ne sont plus aujourd'hui les mêmes; les temps sont bien changés; la crise où nous sommes ne ressemble à aucune de celles dont a triomphé la vieille existence de la république: nous ne saurions prendre conseil de nos ancêtres. Les principes français sont dans toutes les têtes, ils se reproduisent partout: c'est un torrent débordé qu'on espérerait en vain arrêter par les digues de la patience, de la modération et de la souplesse. Le parti français existe dans toutes les provinces. La mesure que je vous propose peut seule nous sauver; elle est simple, noble, généreuse. Je le répète: allons au-devant du général français, concluons avec lui une alliance offen-*

*sive et défensive. L'Autriche se trouvera trop faible pour que nous craignons de devenir sa proie. Nous pouvons contribuer efficacement aux succès des Français; nous pouvons les renforcer de vingt-cinq mille hommes, en gardant ce qui nous est nécessaire pour Venise, et, de plus, les favoriser de notre influence sur les esprits, des avantages de nos localités, tout sera facile, parce que tous les partis qui divisent l'Etat marcheront ensemble et dans une même direction. Notre indépendance sera assurée; nous sauvons les grandes bases de notre constitution. Renforcés par nous, les Français prendront promptement Mantoue, porteront la guerre hors de nos limites. Que si, malgré notre assistance, les Français étaient battus, obligés de repasser l'Adige, nous nous défendrions contre l'Autriche. L'Autriche n'a aucun parti sur notre territoire; à Brescia, Bergame, il n'est personne qui ne prît volontairement les armes pour n'être pas sujet autrichien; alors le poids de la France, l'intérêt de l'Angleterre, de la Suisse nous sauveraient.*

*Cette opinion excita toutes les passions, frappa tous les bons esprits; mais ne captiva le suffrage que de peu de Sénateurs.*



teurs. Comment affaiblir ses privilèges? L'amour et l'intérêt de famille l'emportèrent sur ceux de la patrie. Cette résolution était trop grande pour des gens dégénérés, incapables de grandes pensées. Aussi ce ne fut ni l'invasion de Napoléon en Italie, ni les principes français qui perdirent Venise; mais la conduite de son gouvernement et l'abasourdissement de ceux qui le composaient. On prit donc, ainsi qu'il arrive dans une grande circonstance, le parti le plus mauvais; on s'en rapporta aux événemens et à la Providence.

III. *Conduite des provéditeurs Mocenigo, Foscarelli, Bataglia.* — Le provéditeur Mocenigo, suivant ses instructions, reçut donc le général en chef, à Brescia, magnifiquement. Ce furent des voitures somptueuses, de grandes fêtes, des repas splendides. Jamais la France n'avait eu de meilleurs amis que les Vénitiens; chaque noble voulait devenir l'ami particulier du général français. D'un autre côté, ces fêtes, où était invitée toute la noblesse du pays, facilitaient les liaisons des officiers français avec les principales familles; aucun ne put se faire scrupule de recevoir chez lui des

officiers et des généraux dont on avait fait la connaissance chez le provéditeur.

Le provéditeur Foscarelli fut de même à Vérone, il donna pareillement des fêtes; mais, étant d'un caractère peu souple, il ne put dissimuler les sentimens secrets de son cœur; c'était un des hommes du Sénat les plus opposés aux Français. Il ne put porter aucune plainte contre l'entrée des Français à Pescaire, parce qu'ils y succédaient à Beaulieu; mais quand on lui demanda les clefs de l'arsenal pour armer les remparts, quand on se mit en devoir d'armer les galères, Foscarelli se plaignit que le général français violait la neutralité de la république. Beaulieu, il est vrai, était entré dans les fortifications de Pescaire; de ses remparts, il avait tiré du canon sur les Français, mais c'était avec sa propre artillerie!!! Lorsque le général français arriva à Pescaire, Foscarelli se rendit auprès de lui pour le détourner de venir à Vérone, comme il l'avait annoncé, le menaçant de fermer les portes et de les défendre de son canon. « Il est trop tard, dit le général français tirant sa montre, mes troupes y sont entrées, je suis obligé d'établir

» une défense sur l'Adige pendant le siège  
 » de Mantoue. Ce n'est point avec quinze  
 » cents Esclavons que vous pourriez me  
 » garantir et vous opposer au passage de  
 » l'armée autrichienne. Si vous le pou-  
 » vriez, pourquoi ne l'avez-vous pas fait ?  
 La neutralité consiste à avoir même  
 poids et même mesure pour chacun.  
 » Si vous êtes amis des Français, vous ne  
 » pouvez vous empêcher de leur accor-  
 » der ce que vous avez accordé ou dû  
 » moins *toléré* à leur ennemi. » Quand  
 on exigea les clefs des magasins et de la  
 poudrière pour armer Vérone ; quand,  
 pour tracer une demi-lune en avant de  
 Vérone, sur la chaussée de Vicence, il  
 fallut démolir quelques bureaux d'oc-  
 troi, Foscarelli, tout hors de lui, de-  
 manda une audience au général français,  
 et parla long-temps sur la violation de  
 la souveraineté de la république. Ces  
 diverses discussions envoyées au Sénat,  
 lui firent comprendre que Foscarelli  
 n'avait pas précisément les qualités pro-  
 pres aux circonstances. Pensant que Ba-  
 taglia serait plus agréable à Napoléon,  
 on le lui envoya comme provéditeur-  
 général de toutes les provinces au-delà  
 de l'Adige. C'était un homme souple,

instruit, de manières douces, sincère-  
 ment attaché à la république, très-porté  
 pour la France d'autrefois, et préférant  
 même la France républicaine à l'Autri-  
 che. Peu à peu le théâtre de la guerre  
 s'étendit sur la totalité des possessions  
 vénitiennes ; mais ce furent toujours les  
 Autrichiens qui entamèrent de nouveaux  
 territoires. *Beaulieu occupa le premier*  
*Peschiera, Vérone.* Wurmser se jeta le  
 premier dans Bassano, et traversa le  
 premier Vicence et Padoue ; Alvinzi,  
 plus tard, et l'archiduc Charles occu-  
 pèrent le Frioul, Palma-Nova et jus-  
 qu'aux limites les plus orientales de la  
 république.

IV. *Factions à Brescia, Bergame, Vé-  
 rone.* — Cependant une grande agitation  
 prévalait dans toute la terre-ferme, le  
 mécontentement se propageait avec ra-  
 pidité. Aux causes naturelles de la cons-  
 titution de Venise, se joignait aujour-  
 d'hui la fréquentation des Français, l'at-  
 trait de leurs opinions nouvelles, et la  
 sorte d'admiration que répandirent les  
 défaites de Wurmser, et les succès ob-  
 tenus sur Alvinzi. On regardait généra-  
 lement *l'Italie comme perdue pour*  
*l'Autriche*, et l'on considérait que son

expulsion devait entraîner la chute de l'aristocratie. Le général français chercha constamment à modérer ce mouvement. Lorsqu'il revint de Tolentino, tout entier à son projet de *marcher sur Vienne*, il porta toute son attention à prévenir les troubles qui pourraient avoir lieu durant son absence d'Italie. Les Etats vénitiens lui donnaient de l'embarras : l'irritation avait été toujours croissant ; Brescia et Bergame avaient à peu près opéré leur révolution. Les Fenaroli, les Martinengue, les Lecchi, les Alexandri, étaient à la tête de ce mouvement ; ils composaient les premières, les plus riches familles. Ces deux villes, sous le nom de municipalité, exerçaient une espèce d'indépendance : elles avaient les caisses, disposaient des revenus et nommaient aux emplois ; si le lion de Saint-Marc s'y voyait encore, c'était plutôt une déférence pour les volontés du général français, qu'un acte de soumission à la souveraineté de Venise. C'était partout des déclamations amères et violentes contre les nobles Vénitiens, soit dans les conversations, soit par la voie de la presse. Partout on relevait avec aigreur l'injustice de leur souveraineté.

« Où est le droit de Venise, disait-on, de dominer sur nos villes ? Sommes-nous moins braves, moins éclairés, moins riches ? Que diverses provinces reconnaissent un monarque qui séjourne dans la capitale, cela se conçoit, parce que ces provinces et cette capitale sont égales à ses yeux, sont toutes sujettes et toutes favorisées des mêmes droits. Mais ici, que le noble Vénitien s'arroge exclusivement la souveraineté sur nous, qui les valons à tous égards, c'est une monstruosité insupportable et révoltante. »

D'un autre côté, l'orgueil des sénateurs était vivement offensé de voir des sujets qui depuis des siècles étaient soumis à leurs ancêtres, oublier l'immense distance qui les séparait. Ils n'oubliaient rien pour les faire rentrer dans le devoir : ils augmentaient les levées d'Esclavons, les menaçaient des succès des Autrichiens, les appelaient jacobins, faisaient courir les bruits les plus alarmans contre les Français : tout annonçait un choc violent.

Bataglia, dans ses dépêches au Sénat, adoucissait les outrages des Brescians, et diminuait aux yeux de ceux-ci la